



6€  
95

## « Le Monde Magazine »

- Polynésie : la chute de Gaston Flosse
- Les mêmes adorent le catch

Uniquement en France métropolitaine

## « Le Monde Argent »

### Les tarifs de 41 banques passés au crible

Supplément

Samedi 6 février 2010 - 66<sup>e</sup> année - N°20229 -

www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

# Les marchés financiers attaquent l'euro et menacent la reprise

- La Grèce, l'Espagne et le Portugal sont considérés comme les maillons faibles de l'Union monétaire
- Les Bourses décrochent en raison des déficits publics en Europe et de la conjoncture américaine

**C**hute des Bourses, fortes tensions sur les taux d'intérêt et sur les devises : les marchés financiers sont à nouveau en crise. La Bourse de Paris a ouvert en baisse de 1,5%, vendredi 5 février, après avoir déjà perdu 2,75% la veille. Celle de Madrid a plongé de plus de 7% en deux jours.

Les investisseurs s'inquiètent de la situation des finances publiques des pays d'Europe du Sud et doutent de leur solvabilité. Après la Grèce, ce sont le Portugal et l'Espagne qui sont maintenant pris pour cible. Malgré les propos rassurants tenus jeudi par le président de la Banque centrale euro-

péenne, Jean-Claude Trichet, sur la solidité de la zone euro, la monnaie unique est attaquée. L'euro est tombé, vendredi matin, à 1,3648 dollar, son plus bas niveau depuis mai 2009. Plus généralement, c'est la question de la capacité des Etats à réduire leur endettement et à financer leurs déficits qui est posée. L'agence de notation Moody's vient d'indiquer que les Etats-Unis eux-mêmes, faute de mesures de rigueur supplémentaires, pourraient voir leur note AAA abaissée. ■

Lire page 10, l'éditorial page 2 et Débats page 19



## Un rapport consensuel sur les statistiques ethniques

■ Yazid Sabeg offre une issue à un débat difficile

**N**ul besoin d'une loi. La France dispose des outils statistiques nécessaires pour mieux appréhender l'ampleur et les mécanismes des discriminations. Elle peut développer ce qu'on appelle communément des « statistiques ethniques », à condition d'en faire un usage « raisonné » et « différencié selon les circonstances et les finalités ». Fruit de dix mois de réflexion, le rapport du Comité pour la mesure de la diversité et l'évaluation des discriminations (Comedd), que son président, François Héran, a remis vendredi 5 février à Yazid Sabeg, commissaire à la

diversité, témoigne de la volonté de sortir de la polémique. Depuis le début des années 2000, les défenseurs de la République « une et indivisible » refusent l'idée que l'on puisse distinguer les Français en fonction de leurs origines ethniques. Ils s'opposent à ceux qui estiment que seule une telle distinction permettra de lutter efficacement contre les discriminations.

Le comité a mis à plat chacune des méthodes existantes qui permettent de décrire les origines des personnes.

Laetitia Van Eckhout  
► Lire la suite page 7 et la Page trois

## Grâce à la Chine, le luxe français remonte la pente

■ LVMH et Hermès plutôt optimistes pour 2010

**M**erci la Chine! Grâce au dynamisme de ce pays, le secteur du luxe aborde 2010 avec optimisme, après une année 2009 laborieuse. Les résultats de LVMH, le groupe français, leader mondial du secteur, en témoignent. Bien que son chiffre d'affaires ait baissé de 1% (à 17 milliards d'euros) et son bénéfice de 13%, celui-ci reste plus que confortable : 1,7 milliard d'euros. Surtout, les mois de décembre 2009 et de janvier 2010 auraient connu des ventes record, ce qui semble de bon augure. Pour Bernard Arnault, PDG du groupe, « les mar-

chés émergents ont soutenu la croissance en 2009 et ont compensé la baisse d'activité dans les marchés mûrs ».

Même constat chez Hermès. Une entreprise certes dix fois plus petite mais encore plus rentable. En 2009, les ventes y ont bondi de 8,5%, et le bénéfice devrait être « proche » de celui de 2008, soit près de 300 millions d'euros. Si les ventes ont progressé dans tous les grands pays (à l'exception notable du Japon), elles ont bondi de plus de 30% en Chine, à Macao et à Hongkong. ■

Lire page 11

## Ukraine : l'égérie de la révolution orange en difficulté

**Election** La blonde Ioulia Timochenko, premier ministre d'Ukraine, part avec un lourd handicap au deuxième tour de l'élection présidentielle, dimanche 7 février. Viktor Ianoukovitch, son adversaire, a 10 points d'avance dans les sondages. P. 5

## Comment attirer les cerveaux étrangers en France

**Recherche** Belle prise pour Paris-VII : l'Américain George Smoot, Prix Nobel de physique, s'installe en France. D'autres universités, comme celle de Toulouse-I-Capitole, s'emploient activement à recruter les meilleurs chercheurs à l'étranger. P. 9

## Pour en finir avec la logique policière des gardes à vue

**Débats** La justice ne donne son avis qu'après 24 heures de privation de liberté des personnes, très nombreuses en France, placées en garde à vue. C'est une situation anormale, font valoir trois magistrats honoraires à la Cour de cassation. P. 18

## Le regard de Plantu

### Olivier Besancenot soutient une candidate voilée



## Demain dans Le Monde

« TéléVisions » Pour les sourds, toutes les grandes chaînes vont sous-titrer leurs programmes

Débats L'hommage de J. M. G. Le Clézio à J. D. Salinger ; Pierre Pachet : histoire et fiction

## Archéologie La chirurgie a au moins 70 siècles

**L**e patient a survécu. Rude opération, pourtant : l'amputation d'un bras. La scène se passe 4700 ou 4900 ans avant notre ère, au néolithique. C'est un humérus exhumé lors de fouilles effectuées entre 2003 et 2005 à Buthiers-Boulancourt (Seine-et-Marne) qui a rendu possible cet improbable regard rétrospectif : on n'avait jamais, en France, retrouvé trace d'un acte chirurgical aussi ancien.

Dans une sépulture bien préservée, les archéologues ont retrouvé le squelette d'un homme âgé. Intrigués par l'absence d'avant-bras et de main gauches, ils ont constaté que le membre supérieur gauche avait été sectionné au-dessus de l'articulation. Une auscultation au scanner a permis de confirmer l'hypothèse de l'amputation et d'en préciser le scénario : un traumatisme qui arrache partiellement l'avant-bras, les parties osseuses subsistantes sciées intentionnellement, sans doute avec une lame de silex. La cicatrisation est la preuve de la survie à l'opération. ■

Lire Sciences page 15



L'information légale sur les entreprises c'est la vocation des greffes des tribunaux de commerce et d'Infogreffe



infogreffe.fr

SOURCE EFFICACITÉ



**En hausse**  
**L'alimentation bio**

En 2009, 46% des Français ont mangé au moins une fois par mois un produit de l'agriculture biologique contre 44% en 2008 et 42% en 2007, selon un sondage réalisé pour l'Agence bio.



**En baisse**  
**Le matériel de BTP**

Le chiffre d'affaires du secteur des matériels de bâtiment et travaux publics s'est effondré de 48,5% (à 1,8 milliard d'euros) en 2009 par rapport à 2008, selon le syndicat professionnel.

**1,5**

milliard d'euros. C'est la perte de chiffre d'affaires subie, en 2009, par l'hôtellerie française victime de la crise, selon le cabinet Protourisme. Elle a perdu 9 millions de nuitées (-5%) par rapport à 2008. Près de la moitié du revenu perdu concerne les hôtels 4 étoiles.

**La crise financière**

**L'Union monétaire en danger, l'euro attaqué**

Les investisseurs s'inquiètent de la capacité des pays de l'Europe du Sud à pouvoir financer leurs déficits

Dix ans à peine après sa création, la zone euro est-elle menacée d'éclatement? Les marchés financiers le redoutent, s'inquiétant des déficits publics qu'ils jugent intenable de certains pays européens. Après avoir focalisé leurs craintes sur la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie sont, eux aussi, devenus des sujets de préoccupations.

Jeudi 4 février, les places financières ont fortement baissé: -5,94% pour la Bourse de Madrid, -5% pour celle du Portugal tandis que les places grecque et italienne cédaient 3,3% et 3,5%. Vendredi, la baisse se poursuivait. Madrid reculait de 1,65%, Lisbonne de plus de 2%.

Les turbulences financières se sont aussi, et surtout, manifestées sur les marchés des changes. L'euro s'enfonça chaque jour davantage. Vendredi, la monnaie unique s'échangeait contre 1,3648 dollar, un niveau inédit depuis huit mois.

Les experts du géant obligataire Pimco conseillent désormais «de se tenir à l'écart de l'euro». Et le dollar, que l'on croyait menacé d'effondrement, retrouve son statut de valeur refuge.

Certains analystes estiment en effet que le niveau d'endettement actuel dans la zone euro ne peut

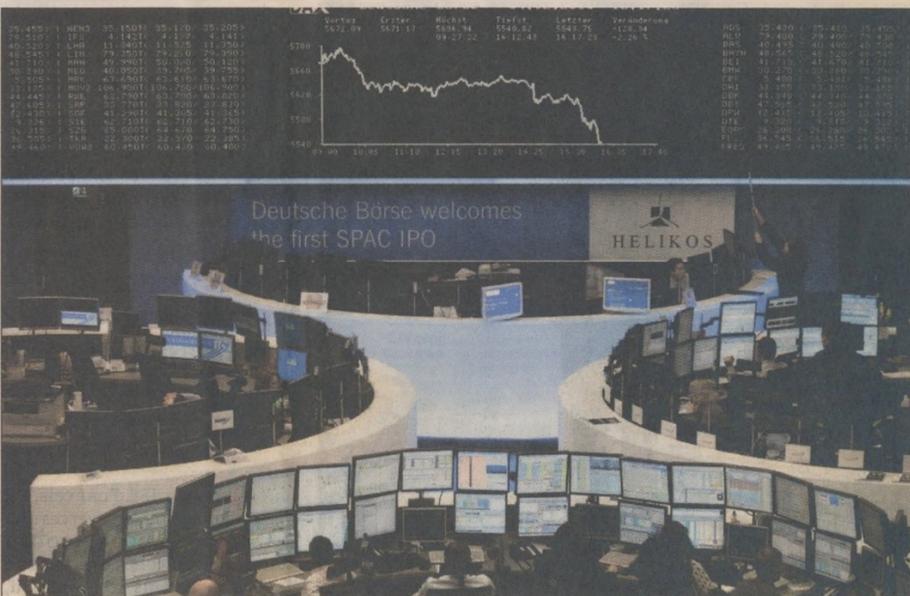
être résorbé par la croissance attendue, trop molle. La reprise pourrait être compromise.

La nervosité des investisseurs s'est aussi illustrée sur le marché des dettes souveraines de ces Etats. Désormais, la Grèce doit emprunter à 10 ans au taux de 6,7%. Autrement dit, le pays suscite une telle défiance qu'il doit payer une prime de risque de 3,6% par rapport à l'Allemagne, la référence du marché. Mercredi, le Portugal a de son côté peiné à attirer suffisamment d'investisseurs pour sa dernière émission d'obligations.

**Tonalité alarmiste**

Les deux pays sont sous pression des agences de notation. A en croire les rumeurs qui agitent les marchés, Fitch et Moody's pourraient imiter Standard & Poor's qui, dès décembre 2009, a abaissé la perspective de la dette de l'Espagne de «stable» à «négative».

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a tenté de rassurer, affirmant, jeudi, que les situations de ces deux pays «ne sont pas un risque». Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne (BCE), a de son côté assuré qu'il n'y aurait «aucune exception» aux règles budgétaires européennes. Il témoignait ainsi de sa confiance en la capacité de



Des traders à la Bourse de Francfort, le 4 février, où le DAX a baissé de 2,45%. K. IORDANSKY/REUTERS

la Grèce et des autres pays européens à rentrer rapidement dans les limites requises par le pacte de stabilité européen. Les critères de Maastricht fixent à 3% le niveau maximal de déficit public et à 60% celui de l'endettement de l'Etat.

Mais ces propos rassurants s'opposent à ceux du prix Nobel d'éco-

nomie Paul Krugman, pour qui «la plus grande difficulté pour la zone euro n'est pas tant la Grèce que l'Espagne». La même tonalité alarmiste se retrouve dans l'analyse de l'économiste américain Nouriel Roubini: «Si la Grèce est un problème, l'Espagne pourrait être un désastre parce qu'elle est la quatrième

me économie de la zone», a-t-il indiqué.

«Il y a sans doute un peu de spéculation», estime pour sa part l'économiste Philippe Brossard, président de l'agence Macrorama, mais ces craintes sont, dans le fond, assez légitimes. Depuis le début de la crise, «on n'a pas dégonflé la bulle

du crédit mais on l'a regonflée en faisant porter le fardeau de la dette non plus aux agents privés mais aux Etats», indique-t-il.

Pour sortir de la crise, éviter la catastrophe, les Etats ont en effet financé à coup de centaines de milliards de dollars, d'euros ou de yens, le sauvetage de leurs économies.

Pour M. Brossard, le problème n'est pas circonscrit à l'Europe mais s'étend ainsi à tous les pays de l'OCDE. Il n'est plus rare, souligne-t-il, de voir des niveaux d'endettements publics y atteindre 80% à 90% du Produit intérieur brut (PIB), avec des déficits publics de l'ordre de 6% à 7%.

Le Fonds monétaire international (FMI) précise d'ailleurs que le déficit global de la zone euro reste inférieur à celui d'autres pays comme les Etats-Unis ou le Japon.

«La réalité c'est que même si on a évité la catastrophe, l'économie va encore très mal», estime l'économiste Jacques Attali. Selon lui, après avoir frôlé l'euphorie, les marchés financiers sont en train de réaliser que «la croissance n'est pas stable». «La crise n'est pas finie», conclut-il. ■

Claire Gatinois et Marie de Vergès

Lire aussi Débats p. 19

**Premières menaces sur la notation des Etats-Unis**

Le projet de budget de l'administration Obama fait un premier pas vers un niveau de déficits supportable, mais il faudra aller plus loin pour que les Etats-Unis puissent conserver leur note «Aaa», selon une étude publiée cette semaine par l'agence de notation Moody's. «Si d'autres mesures ne sont pas mises en œuvre, la courbe de l'endettement ne cessera de monter», a-t-elle souligné dans un commu-

niqué. Le président Barack Obama a présenté, lundi 1<sup>er</sup> février, un projet de budget marqué par un déficit budgétaire record - à 10,6% du produit intérieur brut (PIB) - sur l'exercice fiscal 2010, le gouvernement ayant fait de la résorption du chômage sa priorité absolue. Une perte de la note triple A aurait pour conséquence d'augmenter sensiblement le coût du financement de la dette des Etats-Unis. - (AFP.)

**Après la Grèce, l'Espagne et le Portugal sont pris pour cibles**

**Madrid**  
Correspondant

L'effondrement des Bourses de Madrid et de Lisbonne, jeudi 4 février, témoigne de la défiance grandissante des marchés vis-à-vis de la solvabilité des économies espagnole et portugaise. Après la Grèce, les investisseurs redoutent une contagion de ces deux pays par un «effet domino».

Interrogé sur la radio RTL, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn, a estimé que «la crise en Espagne est très forte, notamment issue d'une situation immobilière pas très éloignée de ce qui s'est passé aux Etats-Unis» et que «les Espagnols ont vraiment besoin de faire un effort considéra-

ble». Mais c'est le jugement du commissaire européen sortant aux affaires économiques, l'Espagnol Joaquín Almunia, qui a le plus irrité Madrid: «Certains membres de la zone euro, avec des positions de départ et des caractéristiques différentes, partagent des problèmes communs», a déclaré l'ancien ministre socialiste en citant l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

Pour le banquier espagnol Emilio Botín, président du groupe Santander, qui présentait, jeudi à Madrid, le deuxième meilleur résultat de l'histoire de la banque, «c'est comme comparer le Real Madrid à El Acayano», un club de 3<sup>e</sup> division. Selon cet influent patron, «les mesures du gouvernement vont dans le bon sens».

De retour de Davos, où il avait

subi un feu croisé de critiques sur l'évolution de l'Espagne, le chef de l'exécutif, José Luis Rodríguez Zapatero, a donné le feu vert, fin janvier, à un plan de rigueur destiné à économiser 50 milliards d'euros sur trois ans, accompagné d'un recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans. Mais sous la pression des syndicats, le gouvernement tarde à préciser les modalités de la réforme des pensions, donnant parfois l'impression d'improviser sous la contrainte des événements.

Le dernier exemple en date est le plan de stabilité adressé, mercredi, à la Commission européenne. Le ministère de l'économie a dû retirer, quelques heures après avoir rendu public le document, un paragraphe prévoyant une augmentation de 15 ans à 25 ans de la

durée prise en compte pour le calcul des retraites. La mesure n'ayant été discutée ni avec les partenaires sociaux, ni au Parlement, elle a provoqué un tollé syndical et une certaine perplexité au sein même du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

«Les hésitations de Zapatero enlèvent du crédit à l'Espagne», a titré jeudi le quotidien économique *Expansion*, tandis qu'*El País*, proche des socialistes, soulignait «l'extrême confusion politique» des propositions gouvernementales. Selon ce journal, «la condition pour que les citoyens, les marchés et Bruxelles aient confiance dans la solvabilité de l'économie espagnole est que les messages de réforme soient réels et clairs». ■

Jean-Jacques Bozonnet

**L'Eurogroupe rechigne à une intervention du FMI**

Le Fonds juge que ses réserves financières et son expérience des crises rassureraient les marchés

**Eclairage**

Plusieurs reprises, Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), a fait des offres pour participer à Athènes sous la pression des marchés et des Européens. Pour le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, une intervention du FMI serait une «humiliation».

L'Union européenne (UE) et le FMI sont pourtant intervenus ensemble en Roumanie, Hongrie et Lettonie, trois membres de l'UE,

mais jamais dans un pays de la zone euro. Le gouvernement grec n'exclut pas non plus de recourir au FMI qui a dépêché une mission technique à Athènes. Certaines voix, en particulier au ministère français des finances, veulent conserver cette option.

«Faire preuve de solidarité» Dans l'hypothèse d'une défaillance grecque, portugaise, ou espagnole, les Européens préfèrent s'organiser, en préparant discrètement un plan de sauvetage. «Une intervention du FMI sera une option par défaut, si nous n'arrivons pas à nous mobiliser suffisamment», dit un expert financier bruxellois.

Pourquoi tant de réticences? Certains gouvernements en font une question de crédibilité. «C'est aux pays de la zone de faire preuve de solidarité. Vous imaginez le ridicule si nous devons nous en remettre à une institution basée à Wash-

ington?», demande un dirigeant.

«C'est une réaction normale et saine de dire que nous pouvons le faire nous-mêmes», estime Guy Verhofstadt, ancien premier ministre belge et président du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE) au Parlement européen. Les Européens se méfient des conditions drastiques que pourrait imposer le FMI. «S'il intervenait seul, nous perdriions tout contrôle de la conditionnalité, dit un haut fonctionnaire. Cela viderait de leur sens les efforts de coordination budgétaire et économique au sein de la zone euro.»

Le FMI répond, notamment par la voix de Jean Pisani-Ferry, directeur du Centre de recherche économique Bruegel et proche de M. Strauss-Kahn, que l'UE ne viendra pas seule à calmer les marchés. Dans deux articles parus dans le *Financial Times* du 2 février et *La Tribune* du 3, M. Pisani-Ferry

précise les arguments du Fonds.

Celui-ci estime que l'UE n'a ni la vocation, ni les équipes, ni les techniques pour analyser les carences d'un pays et préconiser des remèdes. L'Union n'a pas l'habitude d'affronter l'impopolarité des thérapies de choc et pourrait céder aux manifestations de rue. Le FMI peut jouer de sa réputation de dureté pour aider le gouvernement grec à imposer les sacrifices inévitables.

Enfin, les experts du FMI estiment qu'il faudrait mettre sur la table 20 milliards à 25 milliards de dollars pour rassurer les marchés sur la solidité du sauvetage de la Grèce. «On voit mal Paris dégager de son budget 3 milliards de dollars pour voler au secours d'Athènes! dit un d'eux. Et la difficulté est comparable à Berlin.» Avec ses réserves de 1 000 milliards de dollars, le FMI dispose des fonds, lui. ■

Alain Faujas et Philippe Ricard (à Bruxelles)

# Mal? de dos

**DÉCOUVREZ LE MATELAS QUI VOUS CONVIENT**

Parce que bien dormir est décisif pour votre santé, TEMPUR a conçu pour vous un matériau révolutionnaire qui s'adapte parfaitement à votre morphologie pour un réveil en pleine forme.

Réagit à votre température corporelle  
Allège les points de pression sur votre corps  
Soutient votre colonne vertébrale dans sa position naturelle

**CONDITIONS D'OUVERTURE EXCEPTIONNELLES**

**ESPACE GRAND LITIER SUR 500 M<sup>2</sup> À L'ESPACE TOPPER**

Tempur, André Renault, Bultex, Dunlopillo, Epéda, Sealy, Simmons, Treca... les grandes marques associées à des conseils d'experts. Equipé en cabine spatiale Tempur.

66 rue de la Convention PARIS 15<sup>e</sup>, 01 40 59 02 10, M<sup>o</sup> Boucicaut, P. gratuit, ouvert 7j/7 de 10h à 19h. www.topper.fr

\* Application de principe Tempur. Sur 8 à 10 ans - garantie totale. Sur 5 à 15 ans - garantie réductrice de 1/30 par an.